

Déclaration préalable

Conseil Supérieur de l'Education du jeudi 30 juin 2022



Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les membres du Conseil,

La FCPE fête ses 75 ans cette année, portée par ses engagements fondateurs de la défense laïque, de l'action collective, du rôle plein et entier de chaque membre de la communauté éducative ! voilà la coéducation ! C'est bien notre combat toujours actuel, des parents et des élèves, des éducateurs reconnus et acceptés avec le plein exercice de leurs droits et de leurs devoirs, et surtout sans subir de préjugés ou de stigmatisations d'aucune sorte ! Des militants qui agissent dans et pour la société, pour les valeurs de la République, pour l'avenir.

Nous avons bien un parti celui des enfants et des jeunes, celui de la défense de l'école de la République, laïque, gratuite et obligatoire, celui de l'égalité des droits des enfants. Nous disons stop à la loterie ordonnée de l'égalité des chances ! Nous refuserons toujours que les enfants, leur bien-être, leur projet de vie et d'avenir soient conditionnés à des politiques publiques pensées pour une classe sociale privilégiée. Aucun enfant ne doit rester en dehors de l'école ou se dire que non, il n'a pas d'avenir, pas le choix. Ils sont toujours trop nombreux à ne pas pouvoir exercer ce droit d'apprendre et de vivre ensemble, la faute à des politiques publiques toujours plus chiches. Cinq ans d'un projet gouvernemental ouvertement accueillant à l'école privée, dont plus de deux ans d'une crise sanitaire aiguë, ont toujours plus creusé les inégalités sociales, scolaires comme territoriales et mis à mal la santé des enfants et des jeunes.

L'argent public à l'école publique. Une devise, une revendication, notre exigence. Et notre combat partagé, au travers du CNAL notamment, pour une éducation laïque et l'école républicaine est plus que jamais d'actualité. Nous ne dresserons pas une liste à la Prévert, mais les lobbys culturels et sectaires ont obtenu gain de cause. C'est une honte que les écoles privées intègrent les cartes scolaires, et particulièrement celles de l'éducation prioritaire ; au mépris de trop nombreuses écoles publiques qui attendent toujours elles ce même classement ! il y a mise en danger également des enfants et scandale éthique quand le Ministère lance de vastes expérimentations d'ateliers de méditation de pleine conscience dans les établissements publics !

Notre engagement militant, nos actions collectives, l'objet social de notre fédération restent intacts, toujours d'actualité. L'école réinventée par celles et ceux qui la vivent. Oui, nous l'affirmons, toujours, celles et ceux qui vivent l'école ont des propositions qu'ils souhaitent encore et toujours voir mettre en œuvre. Nous devons toujours dénoncer, toujours nous battre pour que les lignes budgétaires dédiées à l'école soient dignes des citoyennes et citoyens de demain. Nous l'avons choisi. Mais Stop ! Stop à la pénurie des profs, d'aides éducateurs, d'AESH, d'infirmières, d'animateurs, de CPE, d'assistants sociaux et de gestion, de directeurs d'école. STOP, ça suffit ! les besoins sont pressants, trop d'heures de cours sans professeurs devant les élèves, trop de DHG au cordeau. Nous souhaitons à ce titre connaître les chiffres précis de la future expérimentation lancée sur l'enseignant dématérialisé et surtout les indicateurs d'évaluation. La FCPE sera très vigilante sur le respect du recueil de la parole de l'élève, de ses parents.

L'individualisme prédomine, la dernière campagne présidentielle ou encore notre assemblée nationale interrogent sur une vision globale de l'exercice démocratique, sur la culture républicaine. L'intérêt général s'effacerait-il devant l'individu et des intérêts particuliers ? A l'heure où le monde doit faire face à des enjeux vitaux de survie, d'humanité et de guerre, les querelles des placettes et les infox font le buzz. La question n'est plus de savoir quel monde nous laissons à nos enfants mais bien ce que les enfants feront de ce monde.

La violence, le mépris de l'autre, l'obscurantisme se glissent partout, insidieux. Le sexisme, le machisme, l'homophobie, comme la xénophobie sont toujours d'actualité. Ils sont de plus en plus

nombreux les pays démocratiques à remettre en cause le droit à l'avortement comme à la contraception. Dans les couloirs de l'école, sur la toile, des filles sont stigmatisées, parfois violentées, comme également des jeunes en quête d'identité de genre ou d'orientation sexuelle, tout comme aussi des garçons. Les statistiques parlent d'elles-mêmes en proportion pourtant la souffrance n'a pas de sexe, de genre, ni même d'âge. Chaque enfant a le droit d'être protégé, la société doit évoluer et de facto son école en premier lieu. L'éducation à la sexualité, l'accompagnement du développement psycho-affectif des enfants et des adolescents, l'éducation à la citoyenneté, le débat contradictoire ont à prendre une place centrale. Il s'agit bien de proposer aux élèves un socle commun de connaissances, de compétences et de culture.

La FCPE défend l'école du futur, où le respect des droits de l'enfant, le respect de la dignité de chaque acteur de la communauté éducative, l'égalité des droits à la réussite de son projet de vie pour les jeunes, la coopération, s'inscrivent. Une école publique et laïque mais qui se doit d'honorer ses missions premières pour toutes et tous les enfants : protection et éducation. La protection de la santé et de l'intérêt supérieur de l'enfant et une co-éducation humaniste, émancipatrice, solidaire, démocratique animée par une démocratie scolaire éclairée et où chaque acteur est reconnu dans son statut et son rôle.